

Synthèse 3.5

"Du crieur à la smart city : pouvoir, éthique et traduction des données dans la fabrique de la ville"



Contexte

Séminaire Forum urbain - Cap Sciences
Cap Sciences, 17 mars 2017

Objectif

Les données sont désormais omniprésentes et mobilisent une diversité d'acteurs opérant des choix structurants quant à leur usage. Une réflexion sur les logiques d'action de chacun, leur action sur la capacité des données à transformer le monde et le rôle du citoyen permet de stimuler le dialogue entre acteurs de la Smart city et d'accompagner ainsi les mutations de la ville contemporaine.

Marina DUFEAL, Université de Bordeaux Montaigne, UMR Passage, MCF en géographie, anime ce séminaire.

Intervenants



Raphaël DUPIN, directeur de Cap Sciences, et **Jean FUSEAU**, a'urba Bordeaux Métropole Aquitaine, ingénieur en géomatique, interviennent autour de la question de la fabrique de données.

Arnaud BURET, du service de la valorisation des données territoriales de la Direction générale de l'Informatique de Bordeaux Métropole, et **Agnès PASSAULT**, directrice d'entreprise et membre du C2D, explorent la question de la sélection et du raffinement des données.

Vincent BERGEOT, contributeur à *Open Street Map* et **Sylvain MACHEFERT**, ingénieur d'études à l'Université Bordeaux Montaigne, contributeur à Wikipédia, évoquent la manière dont s'organise la réplique citoyenne.

Introduction

P. BOUCHERON

Le passé est une **ressource d'intelligibilité** sur « **le diagnostic du présent** » pour citer M. FOUCAULT. Il permet une liberté de vue et d'action en tant qu'il est gros d'expérience et de futurs non advenus. L'histoire décrit ainsi les **potentialités du présent** qui se sont exprimées dans le passé. La ville est depuis longtemps le réceptacle de l'information mais également le lieu de sa réplique, qui est à la fois la **réponse et la réaction différée**. Dès qu'il y a un mouvement, des mouvements adverses répliquent l'information. Ce fut toujours considéré comme un enjeu politique majeur de gouvernement, lequel **se caractérise par sa capacité à rendre visible la norme**. Le palais communal de Sienne était ouvert sur un rez-de-chaussée où étaient disponibles et lisibles les statuts urbains, pour donner à voir ceux qui nous gouvernent, comme étaient également ouvertes les archives fiscales, etc... Cet enjeu majeur fut défini dès le XIII^e siècle comme caractéristique d'un **partage** entre un gouvernement tyrannique et un gouvernement pas encore démocratique mais républicain qui ouvrait la chose publique à la connaissance d'une communauté élargie.

Nous avons une vague idée de ce qu'était qu'un crieur au Moyen Âge : quelqu'un, au milieu d'une place de marché ou de pouvoir, qui **publiait des décisions du pouvoir, les rendaient publiques**, une information n'étant pas efficace avant sa publication. Au Moyen Âge, elle était celle de l'adresse orale directe, par l'alerte, le tambour, le cor et le cri, disant à la fois **l'avertissement et l'acte même de publier**. Dans le royaume de France, Les premiers postes d'officiers municipaux étaient des postes de crieur. Il doit s'installer aux « places et lieux accoutumés », désignés par avance comme des **lieux publics**. Qu'est un **espace public** au sens philosophique, celui de J. HABERMAS ? C'est un espace d'expression et de partage d'un usage contrôlé de la raison qui ne se **métaphorise spatialement en lieu public qu'accidentellement**. Les lieux publics ouverts ne sont pas nécessairement mis en commun et ne fonctionnent pas comme un espace public au sens habermassien. Inversement, il est possible dans l'énergie sociale commune de la ville de transformer n'importe quel lieu, public ou privé, en espace public. La nouvelle géographie urbaine insurrectionnelle a étudié, depuis *Occupy Wall Street*, la géographie de l'occupation

des places et a remarqué que les places occupées n'étaient souvent pas publiques mais semi-publiques. L'espace public n'a pas de qualité architecturale, ni juridique, il **peut ne pas se déployer là où le pouvoir l'assigne**. Le crieur public publie une décision royale aux lieux et places accoutumés. Dès lors, s'ouvre une **possibilité d'échange politique**, inégal mais ouvrant un espace-temps possiblement instable. On peut répliquer au discours du pouvoir. Parfois, ce lieu de la publication de la donnée ouvre la **possibilité de sa contestation**, le cri devient clameur. Ce fut le début de bien des révoltes urbaines. La question de la donnée est toute entière dans sa dimension démocratique, dans la possibilité qu'elle donne ou non de la réplique. Un acte souverain est l'acte auquel on ne peut pas apporter de réponse (acquiescement ou révolte). On sait aujourd'hui qu'on va jauger la **qualité démocratique** d'une communication dans la capacité qu'elle donne à la réplique. L'acte souverain dans sa rhétorique est une parole sans réponse. L'espace public tel qu'il est désigné par le crieur n'est pas, comme Habermas le rêvait, une sorte d'acquis civilisationnel qui se déploie définitivement à partir du XVIII^e siècle. Lui-même avait écrit *L'espace public* parce qu'il craignait qu'il ne se rétracte et ne se dégrade en espace publicitaire. Les **espaces publics oppositionnels** peuvent à tout moment s'ouvrir et se refermer, se déployer ou se rétracter. Dès qu'une donnée est publiée, une information est partagée, une brèche s'ouvre dans laquelle peut s'engouffrer tout et son contraire. Le moment du cri, au Moyen Âge, était ainsi un moment instable de l'ordre politique, fait pour renforcer le consentement à l'autorité mais qui à tout moment pouvait ouvrir la **possibilité d'un reflux, d'un rejet, d'un espace public occasionnel**. Deux hantises souvent symétriques nous inquiète dans la *smart city* par rapport au flot d'informations : celle de la rareté, d'être **privé des informations nécessaires**, et, inversement, la crainte d'être **submergé par des informations qu'on ne saurait maîtriser**. De ce point de vue-là, la question de l'intelligence collective est fondamentale.

J. Chr. BAILLY écrit *La phrase urbaine*. La **phrase urbaine** peut être la ville qui se donne elle-même comme le discours univoque du pouvoir que l'on serait toujours convié à écouter pour y consentir. Mais une ville, ce sont toutes les conversations qu'elle contient. La phrase urbaine de J.Chr. BAILLY consiste en ce que l'on peut entendre dans un tram, c'est-à-dire des conversations coupées, chacun dans son propre espace de langage. De cela nous n'aurons jamais une vision complète, mais nous saurons que la **phrase urbaine contient toujours toutes les possibilités**, celles d'entendre le discours du pouvoir, de le contester, d'y répliquer, de produire soi-même un discours, de savoir le partager, de donner la possibilité à ceux qui l'entendent de se l'approprier, d'y répliquer, de le déjouer.

La fabrique des données

R. DUPIN

Cap sciences est un **centre de culture scientifique** destiné à un maximum de citoyens de tous âges et proposant une programmation qui change tous les 3 à 6 mois. C'est une petite ville protéiforme visitée par des touristes venant y vivre une expérience. Nous les résidents essayons de leur rendre cette expérience la plus riche et instructive possible. Néanmoins, nous **manquons de données** les concernant, ce qui nous empêche d'améliorer la qualité de ce qui leur est proposé, d'interagir, de progresser et de tisser avec eux une relation pouvant dépasser le simple temps de leur visite. Pour contrer cela, avant la donnée numérique, nous faisons des **sondages de sortie** pour savoir d'où ils venaient, leur catégorie socio-professionnelle, s'ils étaient contents, ce qu'ils avaient aimé, etc... Nous avons réfléchi avec l'appui d'un programme d'investissement d'avenir et quelques autres centres de science français à la manière d'enrichir la visite en utilisant le numérique. Nous avons développé le **système See U**. À leur arrivée à Cap sciences, nous proposons aux gens de créer leur **profil** : nous savons alors d'où ils viennent. Nous leur donnons un **bracelet RFID** permettant de suivre la façon dont ils évoluent, se comportent et profitent de l'expérience proposée, qui devient alors une **expérience augmentée** : ils vivent une aventure et nous remontons de la donnée (comportement, temps passé, qualité des réponses, etc...). À la fin nous débriefons ensemble et ils emportent un souvenir en échange de leurs données, la récompense personnelle étant, dans le cadre d'une visite augmentée, un levier efficace. Cette donnée collectée nous permet une **meilleure compréhension** de ce qu'on a proposé. Son analyse nous permet d'améliorer la qualité de l'exposition. À moyen terme, elle engendre une relation avec ces gens puisque la donnée s'enrichit grâce à leur compte. La mission d'intérêt général de Cap sciences induit que nous ne sommes pas dans du

marketing, mais sommes néanmoins dans un **processus de fidélisation** afin de proposer du contenu scientifique. Nous essayons d'utiliser la donnée captée pour enrichir l'expérience des gens par une visite qui se prolonge *a posteriori* ce qui nous renvoie aussi de la donnée. Nous sommes dans la **collecte de données, dès le début, pendant et après**, espérant ainsi les faire revenir pour une nouvelle expérience dans une proposition différente. Actuellement, on **interagit avec eux** en essayant de comprendre leurs centres d'intérêts, avec des jeux, des quizz, à une **échelle très locale et artisanale** mais qui nous permet d'améliorer notre programmation. C'est plus **invasif et performant** quand la **donnée captée en temps réel modifie l'expérience**. L'exposition *Luminopolis* consiste en un *escape game* collectif sur la lumière, un sujet qui n'amène traditionnellement pas grand monde. Les visiteurs doivent eux-mêmes trouver les solutions aux énigmes demandées. Ils sont logués en permanence, aussi savons-nous à la minute près ce qu'ils font. Cette collecte de données nous permet d'interagir avec eux en temps réel. Sur une exposition standard, soit nous sommes trop scientifiques pour la famille lambda, soit nous ne le sommes pas assez pour les gens qui ont une culture affirmée sur le sujet. La donnée collectée en temps réel nous permet d'interagir en envoyant un **médiateur humain** pour aller aider sans qu'ils s'en rendent compte des joueurs en difficulté ou inversement complexifier l'expérience d'une équipe de *gamers*. Cette donnée-là nous permet **d'améliorer l'expérience en temps réel**.

Nous n'avons pas encore développé le concept de la réplique. Les gens sont d'accord pour que nous captions leurs données parce que nous n'en faisons rien de grave et que nous avons un capital sympathie qui ne nous rend « pas suspects », mais nous n'en sommes pas encore au stade de permettre aux visiteurs de répondre à la donnée captée.

J. FUSEAU

L'Agence d'urbanisme de Bordeaux Métropole Aquitaine est une association loi 1901 dont la mission est d'accompagner nos partenaires financeurs (la région, l'État, le département, Bordeaux Métropole) dans les politiques publiques d'aménagement du territoire. Elle alimente, parmi d'autres choses, un observatoire des déplacements et de la mobilité. Le travail sur ces données-là s'appuie sur les **enquêtes ménages-déplacements, des bases de données institutionnelles** modélisées par nos partenaires. Elles produisent beaucoup d'informations et permettent de savoir d'où viennent les gens, où ils vont, comment ils se déplacent, pourquoi ils viennent ou repartent de Bordeaux, etc... Cependant, ces données-là mettant du temps à sortir et donnent une photographie précise à un instant t, mais sont **rapidement obsolètes** : les gens changent de territoire, d'habitudes de déplacement, de modes de déplacement...

Nous commençons à nous intéresser à toutes **les données laissées sur internet**. Pour une étude, nous avons acquis des **données d'Orange** pour obtenir, sur deux manifestations sportives sur le nouveau stade, la façon dont celui-ci se remplit et se vide. Nous avons su d'où venaient les gens et combien de temps ils mettaient pour venir et repartir. L'étude a confirmé que le stade mettait du temps à se vider et a permis que Bordeaux Métropole aménage des sorties aux abords du stade. Cette donnée mobilisée est complexe à analyser parce qu'il faut se soumettre à des règles d'anonymisation que fait Orange pour nous. Il existe beaucoup de limites, le réseau téléphonique n'étant **pas très fiable pour géolocaliser précisément** les gens dans un espace spatial : en raison d'une manifestation au niveau de la foire exposition près du stade, les données récoltées indiquaient plusieurs milliers de personnes de plus dans le stade que sa capacité ne le permettait. Nous avons lancé cette année une étude avec le laboratoire Passage afin de connaître la pratique étudiante sur la métropole. Les données de l'enquête classique ménages-déplacements, à proximité des UFR, en posant des questions, ne touchent qu'un panel assez limité. Nous nous intéressons désormais aux **données issues des médias sociaux**, où beaucoup de gens enregistrent leurs traces, partageant l'endroit où ils courent, où ils pratiquent l'espace public... **Leurs biais** sont connus : les gens qui twittent ne sont pas tous géotaggués, seule une infime proportion de personnes twittent... Malgré ses limites, cette donnée-là peut être agrégée, constituée rapidement, sur un territoire donné, alors qu'une enquête ménages-déplacements prend plusieurs années et coûte cher. Elle peut ainsi nous intéresser pour **influer sur la ville ou à connaître un état des lieux de l'espace, de l'occupation du territoire**. Cette étude va certainement montrer des choses que nous savons, ou nous apporter des éclairages un peu surprenants. Si vous avez tous un téléphone portable, que vous soyez connectés ou pas, vous donnez votre position géolocalisée au réseau toutes les 30mn. Nous allons donc essayer de trouver des étudiants acceptant de **télécharger depuis leur téléphone l'ensemble des traces qu'ils laissent sur le réseau sur une application cartographique** afin

de dresser une première **cartographie de leur occupation de l'espace de la ville**. L'objectif est de savoir si les aménagements, les politiques publiques menées par les élus correspondent à ce qu'en attendent les gens. Nous nous sommes aperçus par exemple qu'avec l'arrivée du nouveau pont les gens courent sur les deux rives, alors qu'avant ils ne couraient pas sur la rive droite qui n'était pas accessible.

P. BOUCHERON

Comment échapper à un discours qui se dit **intrusif et performant** ? Vous le justifiez par le fait de rendre visible alors qu'avant vous étiez aveugle : il est difficile de ne pas trouver ça bien. Ce qui le justifie pour ceux qui subissent cette intrusion performante est le jeu. C'est ainsi qu'avance la **société de contrôle**. À partir de quand un nombre suffisant de gens ne voudront-ils pas jouer ? Quand on a comme vous la mission de rendre disponible la science, il est fondamental de savoir ce qui fonctionne ou non. L'enjeu est de taille aujourd'hui, quand de moins en moins de gens travaillent sur la science. L'intention est donc louable. Mais dans la presse, dès qu'on a commencé à mesurer le lu/pas lu pour éliminer ce que les gens ne lisaient pas, on a ramené le journal à ce que tout le monde lisait. On **massifiait l'information** vers quelque chose que personne ne déteste mais que personne n'aime.

R. DUPIN : C'est ce qu'on appelle le **narrow casting**, la focalisation sur les centres d'intérêt majoritairement consensuels. Je l'utilise pour optimiser la qualité de ce qui est proposé mais on le subit à l'inverse dans la culture scientifique. Sur mon smartphone, on ne me propose plus que des informations correspondant à ce que je sais déjà. Si j'aime la science astronomique, je n'aurai plus que ça. Cette limite ne peut être contrebalancée que par une ligne éditoriale que nous nous imposons en tant qu'opérateurs de l'intérêt général : nous faisons certaines expositions à but non lucratif, parce qu'elles ont du sens. Titanic, Lascaux, ou T-Rex, ça marche mais si je fais « esprit critique », véritable enjeu de culture scientifique, je vais **devoir utiliser la donnée pour le rendre plus intéressant**.

P. BOUCHERON : Quand les intentions sont louables, il faut discuter et parler du **contrôle démocratique**. Ce n'est pas acceptable parce qu'on est sympathique. Le droit part du principe que les gens ne sont pas sympathiques, qu'il faut **toujours supposer la plus malveillante des utilisations** parce que sinon nous n'aurions pas besoin de puissance publique. Bien sûr, c'est formidablement performant, mais comme c'est intrusif, que certains ne veulent pas jouer, il faut **le faire mais avec prudence**. Ceux qui ne voudront pas jouer seront de plus en plus nombreux. L'insurrection qui vient n'est pas de soulèvements mais **elle est d'assourdissements, de déconnexions**. C'est un mouvement qui vient de loin et qu'il faut reconnaître comme fondamentalement démocratique.

J. FUSEAU : L'a'urba utilise à 99% des données dites institutionnelles (INSEE, recensements, données d'État). La mobilisation des nouvelles données connectées ne représente pour l'instant qu'une part très infime. Nous ne pouvons néanmoins pas occulter ces données parce que nous pourrions passer à côté de quelque chose. J'insiste néanmoins auprès des étudiants pour qu'ils soient acteurs de l'utilisation de leurs objets connectés. Aujourd'hui, dans la plupart des applications, vous êtes **automatiquement logués, authentifiés, géolocalisés**. Les gens doivent être conscients qu'ils partagent de l'information, volontairement ou pas. À l'agence, nous sommes vigilants là-dessus parce que nous sommes contrôlés par nos partenaires, nos élus et la CNIL et sommes obligés de déclarer toutes les données mobilisées. C'est effectivement la vraie question de la *smart city* où nombre d'informations sont collectées. Je serais curieux de savoir **ce qu'en font les sociétés qui éditent ces logiciels**.

M. DUFEAL : Que See U permette, quand vous êtes sortis de cet espace de médiation scientifique, de poursuivre cette expérimentation chez vous permet de **créer du lien transgénérationnel**, un échange de dialogue avec les plus jeunes qui sont effectivement confrontés à ces traces croissantes qu'ils laissent de façon volontaire sur les réseaux sociaux.

R. DUPIN : Il faut décorrélérer l'utilisation de la donnée pour l'amélioration continue de notre proposition et le fait de

voler de la donnée à l'insu du visiteur.

Questions-réponses avec la salle

La collecte de données transforme l'expérience en fonction des connaissances scientifiques des gens. Vous ne faites donc plus de choix scientifiques, vous ne prenez plus position.

R. DUPIN : Au contraire, la ligne éditoriale et la qualité de l'expérience sont décorréées. Dans la majorité des expositions, si vous avez une proposition uniforme non personnalisée, vous plaisez uniquement au segment qui est précisément dans le champ de compréhension de ce que vous proposez. En l'occurrence, là, le médiateur humain est une adaptation de la proposition scientifique à ce que la personne peut comprendre. Nous sommes bien dans une proposition scientifique cohérente, avec une personnalisation, une adaptation au public.

La production de données est-elle réellement performante dans ce qu'on peut en produire en termes de recherche scientifique ? En économie, plus il y a de données, plus on passe de temps à les trier et moins on se pose de questions. On cherche à décrire mais le chercheur se déconnecte des théories de fond qui permettent de se poser des questions. Dans le sens de la recherche publique, c'est plutôt contre-productif. C'est important d'être sur le terrain. Le contact humain à humain permet de révéler des informations qu'une machine ne peut pas révéler.

J. FUSEAU Depuis l'ouverture des données, **leur appropriation pose un vrai problème**. Quand on met à disposition des données à des étudiants, on s'aperçoit qu'ils n'ont pas **l'analyse critique** attendue. Nous avons tant d'informations que nous n'allons peut-être pas avoir l'œil critique que l'on devrait avoir. Il est pourtant nécessaire, il faut prendre le temps d'analyser les données pour avoir une expertise.

Entre la vision que vous avez donnée du crieur et le discours sur l'open data dans la smart city s'impose le même imaginaire de libéralisme informationnel : ce qui fondrait le libéralisme politique, le pluralisme, serait la disponibilité des données. Dans quelle mesure cette idée-là a-t-elle bien voyagé dans le temps ? Aujourd'hui, les collectivités ont été très rapidement prises dans le discours de l'open data et ont libéré de manière un peu légère toutes leurs data. Elles se sont rendues compte ensuite que face à elle se tenaient des industriels de la donnée, les GAFAs, qui étaient dans une logique beaucoup moins ouverte et philanthropique. Une collectivité, pour donner ses informations à Google Maps, doit les transmettre sous un format GTFS qui implique un nettoyage des données que Google oblige les villes à réaliser. Les profits sont privatisés et les pertes collectivisées. Quelle est votre position par rapport à ce que B. LOVIEUCK a appelé le libéralisme informationnel, cette vision éthérée où par nécessité les villes, les collectivités, le public, devraient rendre publiques et gratuites ces données ? Ne peut-on imaginer une autre solution dans laquelle les collectivités les monnaieraient comme un bien public ?

J. Fuseau : La loi prévoit que toutes les données produites par les collectivités doivent appartenir aux citoyens, donc doivent être **libéralisées**. C'est le postulat de départ de l'open data pour provoquer la **réutilisation de la donnée**. Bordeaux Métropole a partagé les stations VCub pour que de petits développeurs puissent faire des applications diverses sur la localisation des bornes, la disponibilité des vélos... Le travers est effectivement la position de Google, qui récupère les informations mais impose un format. C'est la lutte du pot de fer contre le pot de terre. Les collectivités sont **contraintes de jouer le jeu** pour proposer des services intelligents à leurs citoyens. La polémique sur l'ouverture des données s'est réglé avec des décisions de justice, pas forcément dans le sens de la collectivité. L'open data était idée intéressante mais ne devrait pas être **dévoyée sur une utilisation à des fins commerciales**.

Sélection et raffinement de la donnée

A. BURET

Le service de la valorisation des données territoriales est en charge des applications du système d'informations géographiques, du système d'informations décisionnelles et des pratiques *open data* à Bordeaux Métropole (métropole et communes ayant mutualisé cette compétence). Il représente 800 à 900 applications qui gèrent et produisent des données, ce qui nécessite un **travail de spécification, de simplification et normalisation de ces données**. Les divers métiers de la collectivité sont producteurs et consommateurs de données, internes et externes à nos systèmes d'information (issues de partenaires, réseaux sociaux, d'internet, etc...). Nous sommes sous l'égide de tendances de fond réglementaires ou nécessaires, comme la **réglementation sur la libéralisation ou l'ouverture des données**. Cette loi impose de publier des données publiques sur internet. Beaucoup de procédures administratives sont désormais dématérialisées : des informations sortent de la collectivité à l'attention de tiers et des informations rentrent de l'extérieur dans le système d'information de la collectivité (PV électroniques...). Ce flux dématérialisé est sécurisé mais nécessite d'être contrôlé et supervisé. Bordeaux Métropole a entamé des démarches *open data* depuis 4-5 ans. Aujourd'hui, deux portails existent. L'étape 2 de l'*open data* est à réfléchir.

Aujourd'hui, on considère que la donnée est un bien commun à l'entreprise et à ses bénéficiaires (le citoyen pour une collectivité publique), ce qui nécessite une **gouvernance**, c'est-à-dire une **validation partagée avec un certain nombre de règles, de responsabilités et d'actions** menées pour bien qualifier et partager les données en respectant la loi. Gérer des données, les exploiter et les mettre à disposition visent quatre grands objectifs : **générer de l'action** (économique, relationnelle, communicationnelle...), **bien gérer ses données** (économie, performance et rationalisation de l'activité), **s'adapter aux tendances de fond ou aux besoins des métiers** avec des données capables d'être fraîches, rapidement disponibles et fiables, et enfin, respecter la réglementation et la loi. Pour les collectivités territoriales, c'est une contrainte (gestion, anonymisation, sécurisation des flux...). Globalement, la gouvernance des données se définirait en trois blocs. Le plus important est la **confiance**, il faut ainsi avoir des process de maîtrise des données qu'on utilise et qu'on rediffuse. Ensuite vient l'**agilité**, une capacité à agir vite, à être réactifs et à évoluer. Enfin, vient la **partie intelligence** et toute la partie outil, architecture et valorisation qu'on va faire des données. Cette massification importante des données crée **plus de bruit que de visibilité**. On a néanmoins les savoir-faire et capacités de rendre la donnée de plus en plus intelligible par sa **qualification** (métadonnée, etc...) et par la **mise en scène de l'information**, préparée pour être intelligible via des API, des interfaces d'interrogation et de visualisation. Quelques mots-clés semblent importants pour apporter de la confiance et une bonne chaîne de diffusion à l'information. La **sécurité informatique** est primordiale et est aujourd'hui au cœur de tout projet autour de la *data*. Ce sont évidemment les données à caractère personnel qui doivent être managées dans le respect de la réglementation (CNIL, législation Lemaire). Ensuite, le travail sur la qualité de la donnée doit être systématique, la donnée doit être une **donnée de confiance**, c'est-à-dire **de qualité, complète, compréhensible**, et surtout **unitaire**, sans répliquations. La partie **valorisation** consiste à donner du sens à l'information. Les 800 à 900 applications à gérer ne correspondent pas à 800 à 900 jeux de données de même valeur. Certaines **données sont dites de référence**, sont des données-clés qui doivent être des référentiels et gisements uniques. Ensuite existent des **données annexes**, de niveau secondaire, plus ou moins opérationnelles. Le **croisement des données**, de la donnée brute à la donnée enrichie est un point très important. La **donnée brute doit être disponible** pour ceux, ayant un certain niveau de compétence, qui ont besoin de l'exploiter. La partie **agrégation permet la réutilisation** dite courante. Nous constatons aujourd'hui que nous ne pouvons pas nous passer d'un **complément de nos données propres**, gérées en interne, par des **données externes**. Les technologies sont prêtes pour nous accompagner sur ce cheminement de l'*open data* mais l'**organisation** est très importante. La donnée est désormais un bien commun, les métiers sont responsables de leurs données, de leur production jusqu'à leur diffusion et s'appuient sur des moyens informatiques. Toute une série de **responsabilités et d'acteurs** entrent maintenant en jeu dans le cycle de vie d'une donnée : des propriétaires de données, des **chief officers**, des gens responsables des bonnes pratiques.

A. PASSAULT

Je suis ici au titre du C2D, le conseil de développement de la métropole de Bordeaux, réunissant une centaine de membres, représentants de la société civile. J'ai participé à un groupe de travail d'une quinzaine de membres, fin 2015-début 2016, qui se poursuit dans ses actions. C'était une **saisine de la métropole sur les données publiques et l'usage citoyen**. Nous sommes non-experts et non-spécialistes des sujets qui nous sont confiés, que l'on doit commencer, dans une première phase, par s'approprier, par des réunions régulières, des auditions de spécialistes, des élus, des associations, des gens qui ont des choses à partager, afin d'acquérir un niveau de connaissance de notre sujet qui nous permette ensuite de **faire des propositions**. De nombreux **débats** ont animé ce groupe de gens d'horizons très différents, sur la **défiance, la dédialisation des données, leur origine, leur utilisation**, etc... À l'issue, nous avons donc travaillé plutôt sur les données disponibles. Nous avons aussi constaté que l'*open data* n'était pas une fin en soi mais un point de départ où tout est à créer. Nous nous sommes beaucoup posé **la question du bon usage, de la dédialisation**, du danger. Nous avons noté tout un mythe sur la donnée personnelle : que donnons-nous, que savons-nous de nous, quelles traces laissons-nous... Tous ces débats ont donné naissance à une **dizaine de recommandations**, globalement classées en trois groupes : tout d'abord, des choses qui touchent plutôt à **l'identification et à la gouvernance**, c'est-à-dire l'identification de sources de données et puis une gouvernance, sorte de conseil local de celles-ci ; ensuite, des données plus au niveau de la **sensibilisation ou de la compréhension**, qui passeraient plus par de l'information, que ce soit à destination de nos membres, des élus, des membres de la société civile, associations, etc... qui pourraient comprendre et savoir ce qui est disponible ; enfin, une **phase d'expérimentation**, dans laquelle on va entrer pour partie, dont un des usages proposé est d'illustrer ce travail, à la rentrée, par un hackathon. L'idée est de constituer des groupes, de type associations, qui se manifesteraient par un appel à manifestation d'intérêt ou qu'on irait solliciter, qui travailleraient avec des spécialistes de l'usage de l'*open data*, parce qu'il faut avoir un certain nombre de compétences, avec l'éventualité de suggérer des données complémentaires qui pourraient être libérées ponctuellement ou créées, et **voir ce qu'on arriverait à produire sur des petits collectifs citoyens**, dans des usages un peu originaux, très rapides et en mode très dynamique de ces données. Nous sommes dans les étapes d'organisation de cet événement, qui sera à suivre sur ce qu'on arrivera à en créer et l'intérêt que ça va susciter auprès des acteurs.

P. BOUCHERON

Nous progressons dans cette réflexion qui fait désormais porter l'accent, dans la *smart city*, sur la **cité**. La question n'est pas de savoir de quelle intelligence ou intelligibilité la mise en réseau des données est l'objet et la nécessité mais si la *smart-city* est si smart que ça. Est-elle vraiment une cité, au sens où nous aurions moins à parler de l'espace public que du bien commun et de sa mise en commun, avec la nécessité de politiser la question, afin de prendre la mesure de la **mutation anthropologique silencieuse** mais foudroyante qui attend nos vies, le **gouvernement par le nombre**, comme l'appelle A. SUPIOT. Il ne faut s'étonner de la défiance, ce qui me frappe est plutôt le niveau d'acceptation de quelque chose d'historiquement aussi bouleversant. Concernant ce mot de défiance, les théoriciens du politique semblent aujourd'hui déterminer une sorte d'étagement entre la confiance, la méfiance et la défiance, qui pourrait nous inspirer pour déterminer ce que peut être un bon gouvernement du nombre. Il n'y a aucune raison qu'on vous l'accorde de la confiance. C'est un système ancien de pouvoir qui réclame la confiance. **On n'a pas à donner sa confiance au pouvoir**. Tout au mieux peut-on **éviter la défiance**, ce moment de désenchantement proprement incontrôlable, et irréversible. Nous sommes dans un **état constant de méfiance** qui est le **cadre ordinaire de la relation politique**. Nous devons être méfiants, ce qui signifie « ça va pour cette fois, ça je l'accepte ». Parfois, notamment dans le monde de l'entreprise, on réclame une vision enchantée, du pouvoir ou de l'autorité en réclamant la confiance. Il est étonnant que ne soit pas plus partagée socialement la méfiance envers ces entreprises de gouvernement des données. Il ne faut ni s'en étonner, ni s'en indigner, mais **travailler démocratiquement** avec elle.

A. PASSAULT : La méfiance ou la défiance ne sont **pas nécessairement à l'endroit elles mériteraient d'être**. On entend souvent des réactions très fortes sur des éléments qui ne sont pas d'une extrême intrusion. Dans mon entreprise nous gérons des problèmes de fidélisation, avec des gens qui font la démarche volontaire de s'inscrire dans un

programme de fidélité par lequel ils reçoivent des offres promotionnelles liées à leur comportement d'achat. Régulièrement, des journalistes en parlent, avec des termes comme «les gens sont traqués », « fliqués à vie », juste parce qu'on sait que vous avez acheté un paquet de lessive. À côté de ça, il y a peu de réactions sur de **la donnée qu'on partage sans le comprendre**, notamment sur les GAFAs. Quand on lit les conditions d'utilisation que l'on a acceptées de ces entreprises, on n'est plus propriétaire de rien, on leur permet même d'activer notre micro quand ils le souhaitent... C'est effrayant et relativement occulté dans les médias. Je trouve plus inquiétant d'entendre les présidents des GAFAs envisager de se présenter aux élections présidentielles américaines, parce qu'on leur donne de façon aveugle des données que l'on n'accepte même pas de donner à un gouvernement démocratique que l'on est sensé avoir choisi.

A. BURET : La confiance évoquée précédemment est une **confiance dans les processus mis en œuvre**, dans notre capacité à être clairs et honnêtes sur ce qu'on produit et diffuse des données publiques, celles produites par l'administration, ce qui est aujourd'hui **très cadrée par la législation**. La **loi Lemaire** impose que tout algorithme qui traite d'une donnée personnelle soit, demain (le décret n'est pas encore passé), rendu public, c'est-à-dire que l'ayant-droit doit pouvoir **connaître les traitements faits de la donnée qu'il a remis**. Nous avons aussi des pare-feux : les comptes utilisateurs sont séparés par grandes familles de services publics, le recoupement d'informations entre familles d'utilisateurs étant strictement interdit. Nous sommes contrôlés et devons nous justifier. L'encadrement formel qui existait se renforce. Pour les contrevenants, le montant d'amende maximum de la CNIL vient de passer de 150 000 à 3 millions d'euros. Mais, effectivement, ça ne garantit néanmoins pas la confiance.

Questions-réponses avec la salle

Comment ne saisissez-vous pas pourquoi on serait inquiets des informations que l'on donne. Vous semblez vous mettre à l'écart des GAFAs mais vous utilisez les mêmes stratégies et outils marketing. Tout le monde n'est pas conscient que vous savez exactement ce qu'on consomme. De plus, ça vous sert de savoir ce qu'on a acheté, quand, combien de fois, sinon vous ne le feriez pas. Je ne crois pas à cette bienveillance de la donnée.

A. PASSAULT : Je comprends la méfiance, je dis juste qu'elle est très forte pour des éléments qui personnellement me paraissent moins intrusifs. Nous avons tous des applications de santé préinstallées sur smartphone qui vont regarder combien j'ai monté d'étages, si j'ai marché, et dans lesquelles je peux renseigner d'autres choses, comme mon groupe sanguin, mes traitements médicaux, etc... On est finalement plus méfiant aujourd'hui pour partager ses données de santé dans le cadre du dossier patient avec son médecin, son pharmacien, alors qu'on **accepte de les donner sur des serveurs**, alors qu'on ne comprend pas où les données partent et à quoi elles servent. Je comprends la méfiance, mais je trouve qu'on ne la positionne pas forcément là où, me semble-t-il, il y a le plus de danger.

P. BOUCHERON : Cela rejoint un thème un peu lancinant, celui du **gouvernement de la peur**. Dans *Le Léviathan*, T. HOBBS écrit qu'un souverain est celui qui désigne le danger. On sent une inquiétude diffuse mais on ne s'accorde pas sur la provenance du danger. D'une manière générale, on rejoint là ce qu'on pourrait appeler une **politique des sciences sociales**, qui n'est pas de réorienter la méfiance mais de **rendre visible l'ensemble des dangers potentiels**. Ce ne sont pas là les sciences sociales contre l'entreprise ou contre la puissance publique mais une manière de **se rendre responsable de notre environnement commun**, c'est pourquoi la discussion est nécessaire.

La réplique citoyenne

V. BERGEOT

Entrepreneur salarié dans une coopérative, Coop'alpha, je développe une activité autour des numériques et cultures libres, en particulier autour des données ouvertes, avec un collectif, Tiers-Libres, et la cartographie basée sur

OpenStreetMap. Je vais parler d'*OpenStreetMap* que j'ai découvert comme contributeur en 2009.

Avec Tiers-Libres, nous travaillons également avec le département de la Gironde dans sa politique de données ouvertes sur l'accompagnement des agents et de directions sur des projets autour des données. On attache beaucoup de choses à l'**open data**, sans doute liées à des déceptions, parce qu'on s'attendait à plus de réalisations à partir des données libérées.

Pour rappel, il existe, en France, deux principales licences en données ouvertes.

L'une est la **licence ouverte (LO)** qui oblige la citation du « créateur » des données dont vous faites ensuite ce que vous voulez. Ce qui peut poser la question qu'elles soient accaparées par les GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple, Microsoft).

L'autre licence dite **ODBL (Open Database License)** oblige (en plus de la citation de l'auteur) de repartager dans les mêmes termes les données que vous ajoutez. Hypothèse / si Google ne s'est pas approprié l'ensemble des données d'*OpenStreetMap*, c'est parce qu'il serait obligé de libérer ensuite ses propres données.

OpenStreetMap est une base de données cartographique née en Angleterre en 2004. La donnée produite par l'équivalent de l'IGN anglaise n'était pas utilisable par le public. Tout a commencé avec un GPS, une page blanche et un informaticien. Toutes les **données ont été construites** au départ depuis une page blanche, puis des **données de collectivités** sont arrivées par la suite, l'Europe a libéré les siennes qui ont pu également être intégrées (le Corine Land Cover par exemple).

Aujourd'hui, *OpenStreetMap* représente plus de 4 milliards d'objets cartographiques, 4 000 personnes qui travaillent quotidiennement, quelques centaines de milliers mensuellement. Plus d'un million de nouveaux points cartographiques sont créés chaque jour. On trace de la voirie, du bâtiment, des commerces, on a des éléments sur l'accessibilité, l'incendie, etc... En fonction de ses envies, on peut contribuer sur des thématiques données.

Une **communauté** existe, qui échange par mail, afin de contribuer aux données et se mettre d'accord au niveau international sur la manière de décrire un objet.

Avec la base de données cartographiques, on peut faire des **cartes thématiques** (pistes cyclables, etc...) et utiliser **les données** comme on le souhaite (types de bières pression du bar voisin, les défibrillateurs, etc...).

La question de la méfiance sur la qualité de la donnée, dans *OpenStreetMap*, est aussi une des méfiances mal placées. Quand, sur des lieux, on n'a pas de données, vaut-il mieux avoir des données sur lesquelles nous pouvons être critiques mais que l'on peut modifier ou améliorer, ou pas de données du tout ?

En matière de circulation, trois points me semblent vraiment importants :

1- D'abord, **tout le monde peut se servir de la licence des données ODBL**, la réutiliser, à condition de citer les contributeurs *OpenStreetMap*, et si cette base de données est modifiée, de remettre la base de données dans la même licence.

2- Ensuite, **la modération se fait a posteriori**, ce qui fait souvent très peur puisque chaque modification apparaît, la modération n'arrivant que par la suite.

3- En outre, il existe une communauté de contributeurs qui permet une **gouvernance de la donnée** dans *OpenStreetMap*, au niveau international, mais aussi, national, local.

Enfin, dans le monde, il existe plein d'endroits où **les gens ne sont pas sur la carte**, à l'origine de projets cartographiques de type *missing maps* - mapathon. Sur la base de photos aériennes cela permet de cartographier des zones du monde qui sont peu renseignées, en particulier suite à des situations de catastrophes naturelles, sociales, sanitaires, .. Les ONG sur place ont ainsi des GPS à jour avec des données post-catastrophes. Les exemples ne manquent pas : Haïti, Philippines, Népal, etc...

S. MACHEFER

Je contribue à Wikipédia depuis 2004. Les projets Wikimedia sont des projets libres, au sens où on est libre de les modifier mais aussi au sens de la **licence contractive** qui définit ce qu'on peut faire avec ses contenus. La licence

principalement utilisée, Creative Commons by SA (CC-BY-SA), se dissémine puisque pour utiliser les contenus de Wikipédia il est obligatoire de préciser la même licence. La récupération de données fut longtemps problématique. L'open data datant de 2011 (Wikipédia avait 10 ans), beaucoup de contenu avait déjà été créé dans une sorte de désobéissance civile par des gens qui avaient récupéré des données de l'IGN, des codes INSEE... Aujourd'hui, on rencontre de nouveaux problèmes comme la **confiance dans les données** mais aussi leur **fraîcheur**. Par exemple, les pages Wikipédia des monuments historiques français sont plus à jour que la base Mérimée du ministère de la culture, aujourd'hui disponible en open data, car les Wikipédiens dépouillent le JO et analysent, commune par commune, département par département, les nouveaux monuments historiques, pour créer des contenus. Cette fraîcheur des données de Wikipédia est un de ses gros avantages. Wikipédia a vocation à construire une encyclopédie et non à exploiter de la donnée brute. On va donc **synthétiser des travaux faits à partir de ces données brutes**.

Le projet Wikidata a pour but de s'inscrire dans un développement qu'on a appelé **web sémantique, web 3.0 ou web de données**. On structure la donnée et on crée des liens qualifiés entre les contenus disponibles sur Internet. Les technologies nécessaires d'information existent, comme le langage SPARQL qui permet de **lancer une requête à travers plusieurs entrepôts de données et de récupérer de la donnée structurée**. Wikidata a pour objectif de devenir un pivot de ce web de données. Faire du travail collaboratif, décrire des choses, créer des bases de données, sont ce qu'on fait depuis 15 ans dans les projets de la fondation Wikimedia. On développe ainsi une plateforme permettant de décrire des entités. Aujourd'hui, sur Wikidata, 25 ou 30 millions d'entités sont décrites (personnes, lieux...), avec des **liens à l'intérieur de cette base** permettant de rebondir vers autre chose. L'idée est de pouvoir utiliser sous Wikipédia (290 versions linguistiques) une **information mise à jour à un seul endroit**. Il suffira qu'une personne fasse la modification et elle se répercutera sur toutes les wiki ayant décidé d'utiliser cette information de source. Le but est aussi d'intervenir comme pivot pour faire le lien avec d'autres bases. La notice de P. BOUCHERON sur Wikidata montre 13 identifiants (BNF, Bibliothèque du Vatican, bibliothèques universitaires...), parce que des gens ont construit des équivalences et jugé que, sur cette fiche Wikidata, il était intéressant d'ajouter telle propriété. Quand Wikidata s'est mis en place, les échanges furent assez longs pour réfléchir à la licence. La solution retenue est d'utiliser la licence Creative Commons Zero (CC0) qui **autorise tous les usages, sans même citer la source de données**. L'idée est de ne pas mettre de freins, en laissant de côté les GAFA, à tout utilisateur qui voudrait réutiliser les contenus, pour éviter les problèmes de compatibilité de licences et pour favoriser l'utilisation. La contrepartie est une **limitation en termes de réutilisation, d'ingestion des données** dans Wikidata, puisque peu de données existent aujourd'hui en CC0. En bibliothèque, quelques bases existent, comme Europeana au niveau européen, qui travaille en CC0 parce qu'ils ont considérés de la même manière que leur intérêt était de diffuser les métadonnées pour que les gens aient connaissance des contenus. Sur Wikidata, on est néanmoins contraint par cette question-là, le développement se fait donc principalement par l'apport de contenu manuel.

P. BOUCHERON

Quand vous dites lever des enclosures, vous faites allusion à l'idée, en partie recomposée par l'histoire, de **cette idée qui nous est commune qu'il vaut mieux une société ouverte que fermée**. On assimile alors effectivement votre démarche à ce qui peut nous libérer. J'aime cette idée du retour de la carte et de l'imaginaire géographique, de rendre visible ce qui n'est pas représenté, c'est-à-dire non seulement d'**aller dans les blancs de la carte** mais aussi, avec un écrivain et géographe comme E. RUBEN, dans les **ruines de la carte**, parce que les endroits non cartographiés sont ceux qui ont été politiquement fracassés. Le conflit politique aujourd'hui, ou la lutte, ou le débat, sont des conflits, luttes et débats de reconnaissance. Il s'agit de **faire reconnaître ce qui n'accède pas à la reconnaissance**.

Vous avez parlé de déception au moment où on libère les données. G. DELEUZE avait expliqué qu'il existait un **idéal démocratique de la révélation** et qu'il suffira de révéler la réalité du monde pour que ce soit un **point de soulèvement**, au sens propre. Les gens comprendront et seront libérés. Ça ne s'est pas exactement passé ainsi. Le mouvement Wikileaks a jeté en prison ceux qui révélaient les informations et non ceux qu'elles visaient. G. DELEUZE a dit que des **pouvoirs se cachent** et gouvernement dans le fait qu'ils se cachent. Plus nombreux encore sont les **pouvoirs obscènes** qui montrent tout ce qui fait que plus rien n'est à révéler. Nous en avons un exemple aux États-Unis. Ainsi a

été **déjoué cet espoir politique de la révélation des données**. Des villes, aux États-Unis, détruisent leurs fichiers afin qu'ils ne soient pas utilisés, en particulier les fichiers de provenance des citoyens américains. Dans un campus américains, les étrangers n'ont pas été accueillis, on est allé les chercher, c'est l'intelligence de la politique de l'université américaine. Ces gens-là, actuellement, ne reviennent plus chez eux parce qu'ils ont peur de ne pas pouvoir rentrer aux États-Unis. Les universités américaines bloquent désormais leurs données. **Certaines résistances ne passent pas par la libération**, même des données, ce qui heurte tout notre imaginaire politique, toutes nos espérances.

V. BERGEOT : Au même moment, une des premières décisions du gouvernement américain fut de retirer l'ensemble des données ouvertes sur la Maison Blanche. Quelqu'un les avait déjà téléchargées, elles sont de nouveau à disposition...

Questions-réponses avec la salle

L'enjeu mis en lumière par P. BOUCHERON montre que les data sont un objet risqué dont on parle et dont on fait quelque chose. Comment ces débats éthiques, de choix, de faire, de ne pas faire, se posent dans vos collectifs ? Comment s'opèrent les choix, en particulier quand il n'y a pas d'expression démocratique, comment se fonde la présence des citoyens dans le choix des questions qui sont posées, des données qu'on collecte ?

S. MACHEFER : Wikipédia est une communauté regroupant pléthore de membres différents, représentant la couverture globale des citoyens, avec des points de vue très différents, tout en essayant de travailler avec le **consensus**, ce qui demande beaucoup de **discussions** pour les grandes décisions. Wikipédia contient 1 800 000 articles en français. Chaque choix ou intégration de sources n'est pas discuté. Les contributeurs utilisent les sources qui leur semblent pertinentes. À ma connaissance, aucune source *open data* utilisée n'aurait posé problème.

V. BERGEOT : Les choix se discutent beaucoup mais parfois également cela se fait sans discussions. Après, des *process* sont mis, la proposition d'un nouveau mot-clé sur le Wiki, qui va être plus ou moins voté après des discussions, etc... **Des process existent**, mais à un moment **on fait**, et on voit si ça prend. Les décisions prises ne sont pas définitives. Ça me fait penser au titre d'un livre, *La cathédrale et le bazar* d'É. RAYMOND : et nous sommes du côté du bazar : quelque chose qui part un peu partout sans qu'on sache vraiment comment **mais ça fonctionne**.

M. DUFEAL : **Peut-être que la cartographie indoor permettrait de répondre à la question. Il y a quelques mois on a organisé avec V. BERGEOT et une collègue de l'INRIA, une cartoparty, entre l'INRIA et l'UBM. L'idée était de déambuler sur le trajet entre nos deux universités et de faire, avec les étudiants, un relevé de points d'intérêt (accessibilité, patrimoine, pistes cyclables, commerces, etc...).** On avait proposé aux étudiants de travailler aussi le volet *indoor*, de faire remonter aussi la cartographie de l'intérieur des bâtiments. **Ça a créé beaucoup de réticences chez les étudiants qui se sont demandés si ça ne posait pas de problèmes en matière de sécurité, d'accès à l'information, pour des terroristes, un attentat, etc...**

V. BERGEOT : C'est un débat assez récurrent. Dans ce cas-là, on ne cartographierait pourtant que les espaces accessibles à tous. Imaginer qu'un terroriste va se servir de la donnée dans *OpenStreetMap* pour préparer son attaque est une **défiance poussée très loin**. On imagine de potentiels scénari catastrophes pour dire qu'on ne va rien faire alors que ça pourrait servir beaucoup, y compris pour l'évacuation des lieux. On voit beaucoup le négatif. Faisons des équilibres aussi ! N'importe qui pourrait arriver jusqu'ici s'il en avait envie. Nous sommes dans un espace privé/public, mais qui est d'accès public et qui ainsi peut être cartographié assez facilement. Mais ça fait peur.

Ces projets sont énormes, à des stades de maturité assez importants par rapport à des petits projets de start-up démarrant. Quels sont les enjeux à venir : la technique, les volumes de données, la structuration, les contenus, la modération, les zones manquantes ? Ou est-ce financier, pour que les projets continuent à se développer ?

S. MACHEFER : Pour Wikipédia, les enjeux concernent le développement de la communauté, ou, *a minima*, son maintien, parce que les publics et les envies de contribution vont changer. En 2004, tout était à peu près à faire, il n'était pas compliqué de créer un article et toutes les bonnes volontés étaient les bienvenues. Aujourd'hui Wikipédia a une telle visibilité que des gens viennent constamment pour vandaliser et sont donc accueillis négativement. La personne qui vient pour contribuer et est de bonne foi mais qui ne connaît pas tous les codes de bonnes pratiques risque d'être rejetée, parce que les personnes qui contrôlent les modifications ont vu 200 modifications négatives avant. L'enjeu est ainsi d'arriver à **maintenir une communauté active**. Aujourd'hui la communauté francophone est stabilisée, avec environ 5 000 contributeurs par mois. Un autre enjeu, plus complexe, est d'avoir **une représentativité des contributeurs** qui soit la représentativité du monde. Aujourd'hui nombre de gens qui n'ont pas voix au chapitre sur Wikipédia. L'exemple **occidental** est un des problèmes, l'autre est la **question du genre** avec seulement 15% de femmes qui contribuent. Des actions sont menées en ce sens. Des gens compétents s'occupent des autres enjeux, techniques ou financiers. En termes de structure, Wikipédia, outre les contributeurs bénévoles, a une **fondation américaine avec 200 salariés** s'occupant de ce qui est juridique, communication, levée de fonds, et technique.

V. BERGEOT : L'un des enjeux les plus importants dans *OpenStreetMap* est de maintenir la vie et la fraîcheur des données, en maintenant un large volet de contributeurs partout. Sur les questions financières et techniques se créent de plus en plus de conventions avec des collectivités, des universités, et ce qui est appelé les *chapter*, les relais locaux, ce qui permet, par la mise à disposition de serveurs, de relayer tout ce qui est porté par la fondation *OpenStreetMap* et qui assure, à travers quelques millions de dons, la possibilité d'avoir des serveurs à disposition, etc...

Lors d'une conférence, vous êtes parti de la définition de Wikipédia de la catastrophe. Vous avez devant vous deux représentants du phénomène Wiki, ces applications collaboratives permettant à tout un chacun d'intervenir dans le champ du savoir. Quel regard jetez-vous sur cette manière d'appropriation du savoir, de vulgarisation, qui remet en cause un fonctionnement *ex cathedra*, qui a longtemps été celui de l'historien, du savant ?

P. BOUCHERON : Je faisais allusion à l'article « catastrophe de Fukushima », systématiquement modéré, et seulement sur le Wikipédia français, en « accident nucléaire de Fukushima ». Fukushima est dans le monde entier une catastrophe, sauf en France, pays nucléaire, où ça reste un « accident nucléaire ». C'est une manière de répondre. Je suis un utilisateur pervers de Wikipédia, j'y cherche les à-côtés, parce que c'est une encyclopédie participative, dans laquelle je ne vais pas apprendre grand-chose dans l'article « Jeanne d'Arc » par exemple, mais, en revanche, je vais l'utiliser pour savoir ce qu'on en dit. Je pense que Wikipédia est d'abord un **sismographe du contemporain**, une extraordinaire source en temps réel pour voir arriver les préoccupations, les hantises, les intérêts... Que le projet encyclopédique soit réapproprié socialement me réjouit. C'est dans l'esprit même de l'encyclopédie que d'**échapper à ceux qui veulent l'enfermer dans un cadre d'expertise**.

J'avais commencé sur la notion d'échange qui pouvait être inégal. Au regard de l'histoire, la « puissance de feu » de Google n'a pas d'équivalent, je ne crois pas qu'à un moment donné on ait été soumis à une domination aussi asymétrique. La BNF, forte de son histoire et de son prestige tente de ne pas se faire voler par Google ses données (ses livres) mais n'y résiste pas. Restaurer une forme d'échange ne peut sans doute pas se faire du point de vue de la production mais du point de vue de l'usage. On peut décider de switcher *Google Maps* au profit d'*OpenStreetMap*. Et on le fera. **Du point de vue de la production, la symétrie est irrattrapable, mais du point de vue de l'usage... ce n'est pas perdu, et de loin.**